



## Les technologies vertes « Green IT »



### Un secteur dynamique et en plein développement

Le marché des Green IT en Afrique du Sud est apparu récemment, parallèlement à la prise de conscience environnementale de ces dernières années. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud est considérée comme un pays prometteur dans ce domaine et tous les secteurs sont concernés.

- ▶ **Les dépenses en R&D représentent 1% du PIB** en Afrique du Sud, plus que pour la plupart des pays en voie de développement. Le respect de l'environnement et l'efficacité technologique sont devenus des priorités pour la recherche en Afrique du Sud.
- ▶ La quantité totale de e-déchets en Afrique du Sud en 2007 (en tonnes métriques par an) s'élevait à **environ 60 000 tonnes**. Ce chiffre devrait doubler en 2012. En 2020, **les e-déchets relatifs aux ordinateurs devraient à eux seuls bondir d'entre 200% à 400%** par rapport à leur niveau de 2007.
- ▶ De nombreuses initiatives (HP, Dell, Nokia, IBM) et projets pilotes ont été lancés, et le pays dispose même d'une association dédiée : **e-Waste Association of South Africa**.
- ▶ L'index « ICT Sustainability » publié en décembre dernier pour les pays du G20 a classé L'Afrique du Sud 19<sup>ème</sup> pour sa capacité à utiliser les TIC comme outil de réduction des gaz à effet de serre

### ■ L'Afrique du Sud : un marché phare pour l'export français de nouvelles technologies et de services « verts »

L'Afrique du Sud a été identifiée comme l'un des exemples prometteurs pour la mise en oeuvre du cadre de transfert de technologies du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) intitulé « Cadre pour l'analyse : transfert de technologies contre le changement climatique ». Le pays (avec la Chine) a été choisi pour introduire ce programme stratégique de transfert de technologie pour les technologies durables de recyclage des e-déchets.

De plus, le gouvernement sud-africain souhaite s'aligner avec les efforts internationaux visant à contrer le réchauffement climatique. Les émissions de gaz à effet de serre devraient diminuer entre 2020 et 2025. La Conférence de Copenhague qui se tiendra en 2011 en Afrique du Sud, devrait accroître les efforts technologiques visant à réduire l'impact de l'homme sur l'environnement.

L'industrie des TIC en Afrique du Sud représente actuellement environ 3% du PIB du pays. Ce niveau devrait se maintenir jusqu'à 2013, pour une valeur estimée à 13,4 Mrds USD. Pour l'instant peu développées, les Green IT représentent une formidable opportunité de développement.

En 2010, on comptait plus de 5,3 M d'utilisateurs d'Internet en Afrique du Sud, soit une croissance de 15%. L'Afrique du Sud dispose à ce jour d'une capacité totale de bande passante de 5,4 Tbps. Cette capacité devrait être portée à 14 Tbps en 2011 et 17 Tbps en 2012, grâce notamment à l'aboutissement et la mise en service de nombreux projets de câbles sous-marins. Toutes ces avancées démontrent l'intérêt croissant de la mise en place de technologies moins consommatrices et plus efficaces, telles que le cloud computing, et de l'intégration des solutions IT dans la gestion dans les différentes activités de l'entreprise. C'est d'ailleurs en ce sens que vont les propos du gouvernement sud-africain, suivis de près par les grandes entreprises locales et l'investissement privé.

## ■ Focus sur la Virtualisation

Les technologies de Cloud Computing permettent une mutualisation des ressources informatiques mais également une bien meilleure optimisation de l'utilisation de ces ressources. Certains points restent encore à améliorer pour optimiser le fonctionnement du Cloud Computing, tels que les techniques de refroidissement des datacenters et leur alimentation en énergie. La demande de virtualisation augmente en Afrique du Sud, ce qui pourrait accélérer la généralisation du Cloud Computing.

Selon les analystes sud-africains, le Cloud computing sera l'un des thèmes prioritaires d'ici un an pour les Directeurs Exécutifs de l'Information (CIO) des entreprises en Afrique du Sud. Les thématiques prédominantes de ces prochaines années seront certainement l'Open-source, et les IT au service de l'efficacité énergétique.

Les logiciels sont les ressources qui vont le plus évoluer en faveur du Cloud computing avec l'émergence des technologies SaaS (Software as a Service).

L'Afrique du Sud importe encore largement dans ces domaines, manquant de main d'œuvre qualifiée, d'équipements et d'infrastructures.



## La Mission économique – UBIFRANCE vous accompagne

Participez au Colloque sur le savoir-faire français en technologies vertes de l'information à Johannesburg – South Africa du 5 au 7 Avril 2011 »

L'objectif de ce colloque est de mobiliser et de réunir les entreprises françaises du secteur des technologies de l'information sensibilisées aux technologies vertes afin de les mettre en contact avec les professionnels sud-africains concernés : décideurs publics et privés, responsables techniques, ingénieurs...

Pour toute information relative à ce secteur d'activité, contacter :

Laura LAGUIERCE, Conseiller Export

Tél.: +27 11 303 7160 - Fax : +27 11 303 7176

E-mail : [laura.laquierce@ubifrance.fr](mailto:laura.laquierce@ubifrance.fr)

Retrouvez le détail de nos prestations sur [www.ubifrance.fr](http://www.ubifrance.fr)



© 2010 – Ubifrance et les Missions économiques

Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'UBIFRANCE et des Missions économiques, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L. 335-2 du code de la propriété intellectuelle.

### Clause de non-responsabilité

UBIFRANCE et les Missions économiques ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées dans cet ouvrage ont été vérifiées avec le plus grand soin. UBIFRANCE et les Missions économiques ne sauraient en aucun cas être responsables d'éventuels changements.

Auteur :

Adresse :

Rédigée par : [Prénom NOM]

Revue par : [Prénom NOM]

Version originale du : [Date]



**UBIFRANCE**  
ET LES  
MISSIONS ÉCONOMIQUES